

LE DEVOIR

Alphabétisation

PROGRAMMES POUR TOUS



Sylvain Simard

La politique québécoise d'éducation des adultes et de formation continue est assortie d'un plan d'action complet où l'enrichissement et la promotion des programmes d'alphabétisation occupent une large place. Pour le ministre de l'Éducation et de l'Emploi, «plus que de la formation, c'est de l'insertion sociale qu'il est ici question».

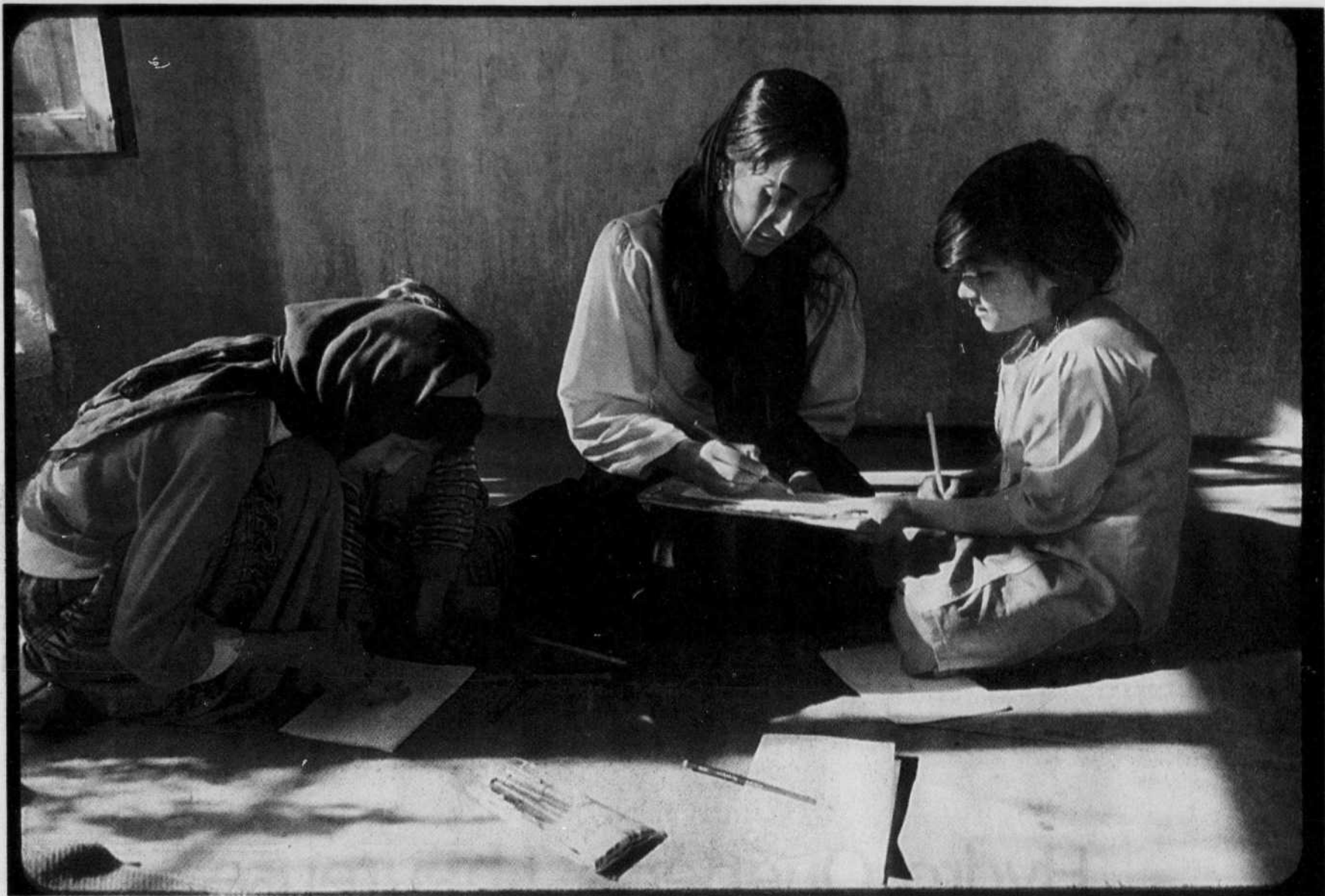
Page 3



Alain Denis

On peut apprendre à lire et à écrire à tout âge et ainsi considérablement améliorer sa qualité de vie. Alain Denis a triomphé de la dyslexie: «Ce n'est pas moi qui ai décroché du système mais le système qui a décroché de moi.»

Page 6



UNICEF/SHEHZAD NOORANI

La fin des inégalités

Un État moderne peut-il admettre qu'un septième de sa population ne puisse lire ou écrire?



L'opération tient de la démesure. Profitant de la faveur internationale, utilisant d'exceptionnels moyens balistiques, l'UNICEF a fait sienne la rentrée scolaire en Afghanistan. Résultat: du matériel est envoyé par tonnes, 6000 au total, des professeurs ont été d'urgence trouvés et on parachute des «écoles en boîte». Dans un pays où 96 % des femmes sont analphabètes, l'opération consiste à amener s'asseoir sur les bancs d'écoles près de deux millions de jeunes, soit un tiers des effectifs scolaires potentiels.

L'Afghanistan et l'analphabétisme. Cela semble aller de soi. Combien de reportages ont été par tout un chacun vus, l'un autant que l'autre démontrant comment un état de guerre qui dure depuis plus de 20 ans couplé à un intégrisme religieux peut forcer un pays et ses citoyens à vivre un misérabilisme comparable à celui de l'Europe d'avant Charlemagne. Un écart historique qui se chiffre à 1200 ans!

Pourtant, comment identifierions-nous un État moderne, décrit statistiquement comme vivant dans une ère postindustrielle, si un septième de sa population s'y retrouvait incapable de lire et d'écrire? Inimaginable, et pourtant... De plus, comment expliquer un tel état de fait si cet État inscrit dans ses dépenses annuelles en deuxième place les budgets consacrés à l'éducation? Aberrant, quand même...

Tel est cependant le triste sort réservé au Québec. Toutefois, avant de lancer l'anathème, il faut savoir que la situation québécoise n'a dans les sociétés avancées rien d'exceptionnel. On a souvent démontré que le Québec compte des taux de scolarisation et de réussite scolaire exceptionnels en Amérique du Nord: en fait, il est le premier de la classe.

Dyslexie

La faute vient d'ailleurs. De l'idée même de faute. Comme l'explique dans ces pages un dyslexique qui a fini par accepter sa situation et réussi à convaincre les autres d'y remédier, il fallait, au départ, surmonter la honte. «Par exemple, moi, je l'ai longtemps caché à ma mère. Et souvent, c'est un secret de Polichinelle. Tout le monde le sait mais personne n'en parle.»

Les causes de l'analphabétisme sont multiples. La dyslexie en est une: ce n'est toutefois que récemment qu'on admet l'existence d'un tel phénomène et, encore, il est peu d'occasions offertes de repérer ce dysfonctionnement, que celui ou celle qui en souffre soit dans le réseau scolaire ou en milieu de travail. On a aussi dénoncé les agissements du monde scolaire. A preuve, il est maintenant admis, et jugé inacceptable, qu'un diplômé d'une grande université américaine puisse l'être tout en ne sachant ni lire ni écrire! De plus, comme pour beaucoup de vices sociaux, on parle aussi de désinformation, à tout le moins d'absence d'information, qui fait que l'individu aux prises avec l'analphabétisme se croit unique, alors que ce qu'il vit tient du phénomène de masse.

Quant aux ravages causés par cette situation de non-lecture et de non-écriture, ils sont multiples. Les sociétés contemporaines

évoluent rapidement. Le monde du travail est en évolution constante: dans presque tous les secteurs, la formation devient continue et qui ne peut y accéder devient déclassé, rejeté, incapable de maintenir un emploi.

Pourtant, la société, la québécoise à tout le moins, veut tout faire pour corriger la situation. Comme le dit le ministre de l'Éducation, Sylvain Simard, «le réseau de l'éducation, tout comme la société en général, a des responsabilités à l'égard des personnes analphabètes et il est urgent d'agir».

Des services sont donc en place. Toutefois, depuis 1994, il y a une baisse de fréquentation. Que faire? Informer, rejoindre là où il se trouve, à l'école comme en milieu de travail, celui qui considère sa situation comme exceptionnelle, voire unique. A cela s'emploient des organismes, comme la Fondation québécoise pour l'alphabétisation, afin de faire admettre aux entreprises, aux décideurs, qu'un tel «fléau» coûte cher à la société dans son ensemble. La misère intellectuelle ne s'excuse pas plus qu'une autre, même si elle n'est pas de même nature.

Il semblerait qu'un tel travail serait méritoire. Ainsi, cette année, pour la première fois depuis huit ans, il y aurait eu au Québec un autre «retour en classe», celui de celles et de ceux qui ont quitté leur première école. Tant mieux. Il faut toutefois espérer la mise en place de

programmes systématiques de dépistage des maladies reliées à l'apprentissage. Il est impensable que des inégalités perdurent, sans que l'on donne à ceux et celles qui les subissent des moyens de les corriger. Ils doivent aussi savoir que, s'ils constituent une minorité, ils sont par le nombre encore trop nombreux.

Normand Thériault

FONDATION QUÉBÉCOISE POUR L'ALPHABÉTISATION

La lecture en cadeau

Page 3

Une enquête

Page 4

Images publiques

Page 8

ANALPHABÉTISME ET FORMATION CONTINUE

Laurent Lapiere

Page 4

TREAQ-FP

Page 6

Dominique Bouteiller

Page 7

ILLETTRISME

Une agence pour la France

Page 8

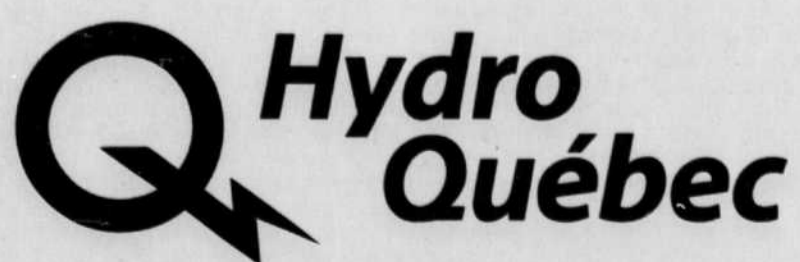
ÉDUCATION

L'UNICEF en Afghanistan

Page 9



Hydro-Québec est heureuse
de soutenir les efforts
de la Fondation québécoise
pour l'alphabétisation.



• ALPHABÉTISATION •

Une entrevue avec Sylvain Simard

La politique de la concertation

« Plus que de la formation, c'est de l'insertion sociale qu'il est ici question »

Le 2 mai dernier, le ministre d'État à l'Éducation et à l'Emploi, Sylvain Simard, rendait publique la première politique gouvernementale d'éducation des adultes et de formation continue. Une politique assortie d'un plan d'action complet où l'enrichissement et la promotion des programmes d'alphabétisation occupent une large place. Comme l'affirme le ministre, « le réseau de l'éducation, tout comme la société en général, a des responsabilités à l'égard des personnes analphabètes et il est urgent d'agir ».

GUYLAINE BOUCHER

Si le ministre insiste tant sur l'action c'est que, même si elle est peu médiatisée, l'analphabétisation affecte une part non négligeable de la population québécoise. Un constat loin de le réjouir, mais qui, s'empresse-t-il d'ajouter, est malheureusement partagé par l'ensemble des sociétés occidentales. « Il faut l'admettre, dans toutes les sociétés, des gens passent à travers les mailles du filet et réussissent à compléter neuf ou dix années de scolarité sans vraiment maîtriser la lecture ou l'écriture ».

Jusqu'à présent, les commissions scolaires et un réseau relativement bien établi d'organismes communautaires ont assuré les services à cette partie de la population. Des actions intéressantes, mais insuffisantes selon le ministre. « Actuellement, deux réseaux s'occupent d'alphabétisation. Il y a, d'un côté, les commissions scolaires et leurs programmes d'éducation aux adultes et, de l'autre, un réseau d'organismes communautaires. L'un est méconnu et sous-financé. L'autre n'a jamais véritablement travaillé à adapter ses programmes aux réalités et be-

soins particuliers des personnes analphabètes. Surtout, ils véhiculent des philosophies extrêmement différentes et refusent de travailler ensemble ».

Le meilleur des deux mondes

C'est donc pour combler l'écart entre les services offerts et rejoindre la portion la plus démunie de la population que le ministre de l'Éducation a choisi d'intégrer l'alphabétisation dans sa politique d'éducation aux adultes et de formation continue. « Nous ne pouvions pas penser à une politique de formation continue sans tenir compte de l'alphabétisation. Trop de gens fonctionnent difficilement en société parce qu'ils ont des incapacités en lecture et en écriture. Au rythme où vont les choses, même le fait de savoir ou non utiliser un ordinateur sera un indice de fonctionnalité. Il ne s'agit pas simplement de préparer ces gens à l'emploi, mais aussi de former des citoyens capables d'évaluer des problèmes, de prendre position et de s'impliquer dans les débats sociaux. Plus que de la formation, c'est de l'insertion sociale qu'il est ici question ».

Pour relever le défi, le ministre entend attribuer une certaine partie des 450 millions prévus au plan d'action aux seuls services d'alphabétisation. Sur le terrain, l'action se matérialisera dans un premier temps à travers une vaste campagne de sensibilisation dans les lieux de fréquentation quotidienne des adultes peu scolarisés. Des formations seront aussi effectuées auprès du personnel des commissions scolaires et des centres locaux d'emploi pour améliorer le repérage des personnes analphabètes et l'accueil qui leur est réservé. Le tout assorti de budgets de fonctionnement supplémentaires.

En ce qui a trait aux services, la politique favorise le maintien de l'action conjointe entre les commissions scolaires et le réseau communautaire. Les centres de formation aux adultes seront cependant invités à revoir le contenu de leur programma-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Sylvain Simard, ministre d'État à l'Éducation et à l'Emploi.

tion pour tenir compte de la réalité des personnes analphabètes. La formation offerte devra dorénavant faire en sorte que les adultes desservis puissent, à terme, comprendre et utiliser l'information écrite dans leurs activités quotidiennes et communiquer efficacement avec leurs pairs. Des efforts particuliers seront aussi consentis pour la promotion des services communautaires, notamment auprès des adultes ne désirant pas obtenir de diplôme

ou de reconnaissance académique. Ultimement, le ministre Simard ne cache pas son intention d'arrimer les philosophies propres à chacun des milieux d'intervention. « Il n'est plus question qu'il y ait d'un côté des classes froides et grises dans lesquelles personne ne se reconnaît et de l'autre des services conviviaux et dynamiques. Il faut faire en sorte que les deux réseaux aient une philosophie de travail commune. Il faut aller chercher dans les deux réseaux le meilleur de ce qui a été accompli jusqu'à présent ».

Des objectifs quantifiables

Réaliste? Tout à fait, répond le ministre. « De plus en plus, les deux réseaux travaillent ensemble de bonne grâce. En mai dernier, juste avant le lancement de la politique, ils étaient plus de 700 intervenants réunis autour d'une même table. Un pas important s'est fait quant à la reconnaissance de leurs compétences réciproques. Ils ont, je pense, compris que l'action des deux réseaux était nécessaire. Évidemment, il y a encore des tensions. Il serait faux de le nier, mais nous sommes sur la bonne voie ».

Pas question donc de favoriser la mise en place d'un organisme de concertation national comparable à celui créé par la France. « Chaque pays offre une réponse différente à l'analphabétisme. En France, on a choisi de miser sur un grand organisme de concertation. Nous avons personnellement opté pour une politique et un plan d'action exhaustifs. Si jamais il y avait du retard dans la mise en œuvre du plan d'action, nous verrons, mais pour le moment, je suis convaincu que c'était la meilleure façon de faire ».

Pour ce qui est des chiffres, rappelons que le gouvernement s'est donné pour objectif d'augmenter de 5000 le nombre d'inscrits dans les services d'alphabétisation de la province, et ce, d'ici 2007. S'il est atteint, l'objectif porterait à 20 000 le nombre de personnes bénéficiant de ce genre de programme.

Fondation québécoise pour l'alphabétisation

Lire, un cadeau pour la vie

Des livres par milliers pour les jeunes

Dans une province où 50 % des gens ne lisent jamais ou presque jamais de livres, la Fondation québécoise pour l'alphabétisation organise, cette année, la quatrième édition d'un projet épatant: La lecture en cadeau.

EMMANUELLE TASSÉ

Le concept de La lecture en cadeau est né dans un moment de désespoir. Au plus sombre de la crise du verglas de janvier 1998, dans une ambiance quasi lunaire, Sophie Labrecque, directrice de la Fondation québécoise pour l'alphabétisation (FQA), héberge alors huit personnes dans son 4 et demi. Un soir, entre deux bougies et les grandes ombres qu'elles projettent sur les murs, se glisse le sujet de conversation qui la hante. Les deux enseignantes du groupe l'assurent: elles sont capables de déceler dès la maternelle qu'un enfant ne lira pas. Pour Sophie, c'est la goutte qui fait déborder le camion-citerne. Toute l'année, elle se heurte à un problème de taille: l'indifférence du public à l'analphabétisme. Les illettrés n'ont qu'à retourner sur les bancs d'écoles, lui rétorquent-ils trop souvent.

« Le constat reste pourtant dramatique », s'exclame la directrice. Un tiers des jeunes quitte l'école secondaire sans diplôme, et un adulte sur cinq, soit un million de Québécois, a une capacité de lecture très limitée. « Un analphabète, c'est quelqu'un qui a déjà tenté, comme tout le monde, de passer par la porte pour se débrouiller dans la vie, explique-t-elle. Mais à force d'échecs, il est passé par la fenêtre ». Seulement 2 % d'entre eux chercheront, une fois adultes, à apprendre à lire et à écrire. S'ajoute à cela une triste conséquence qui resserre encore l'état: histoire de ne pas perdre la face, les parents illettrés valorisent facilement le système D auprès de leurs enfants.

Une idée lancée « comme une bouteille à la mer » Refusant de se laisser abattre, Sophie veut provoquer. Un mouvement, une action. Une volonté

collective de lutter contre ce fléau qui prive tant de citoyens d'une place digne de ce nom dans la société. Au cours de la nuit qui suit cette discussion entre amis, elle couche sur papier l'idée qui en a germé. « Transformer l'amour de la lecture en un projet extraordinaire », résume-t-elle. Donner la lecture en cadeau ». Que chacun offre un livre neuf à un enfant issu de milieu défavorisé. Que le monde de l'édition et les grandes entreprises s'en mêlent. Le livre a quelque chose de magique, de fort, de symbolique. Et le livre neuf, pour l'enfant qui n'hérite que de vêtements et de jouets de seconde main, prend une valeur toute particulière. « Imaginez, à sept ou huit ans, recevoir Harry Potter de la part d'un inconnu! », lance Sophie en souriant.

Au début officiel de cette aventure, en septembre 1999, l'objectif est fixé à 500 livres. La collecte doit se faire pendant les Fêtes. Un grand nombre de libraires de Montréal acceptent de fournir une boîte où déposer les dons des clients. Le principe est tout bête: le donateur glisse son cadeau dans un sac transparent prévu à cet effet et laisse ses coordonnées sur la carte postale qui s'y trouve déjà s'il souhaite avoir des nouvelles de l'enfant qui recevra le tout. Le public marche à fond. Dès le mois de janvier, 2025 livres sont ramassés, inspectés, triés et remis en mars à des enfants référés par des écoles défavorisées, des intervenants spécialisés ou des organismes. Inespéré. Grâce à un don exceptionnel des éditeurs, il en tombe 15 000 l'année suivante. Puis, en 2001, pour la troisième édition de l'événement, c'est un record: 16 000 livres, offerts cette fois exclusivement par le public, peuvent être distribués aux enfants à l'échelle du Québec.

Aujourd'hui plus de 100 librairies



IMAGE-MEDIA MAURICIE / MARIE DUHAIME

Jean-Claude Germain, porte-parole de l'événement La lecture en cadeau.

de la province et une cinquantaine de bénévoles participent au projet. Les distributions passent essentiellement par les établissements scolaires, mais la tendance est à l'envoi individuel, un procédé que la FQA voudrait élargir au fil des années. Hydro-Québec, Domtar et Transcontinental, principaux commanditaires du projet, acceptent que ni nom ni logo ne figurent sur les ouvrages, une prouesse dont la FQA n'est pas peu fière. « Je tenais à ce que chaque livre reste neutre », confirme Sophie Labrecque.

Un livre dans ma vie

Mais un simple livre a-t-il tant d'impact dans la vie d'un enfant? Assurément, répond Jean-Claude Germain, homme de lettres et porte-parole du projet. « Ce qui est important, c'est la présence de l'objet, dit-il, complètement absent dans trop de foyers québécois. » Le petit garçon qui a grandi dans les années 40, est né, de son propre aveu, dans un roman d'Alexandre Dumas. Les histoires de guerre et de cape et d'épée berçaient son imagination à raison de six à neuf livres par semaine! Il s'insurge contre cette croyance moderne qui veut que les jeunes ne lisent

plus. « C'est faux! », s'écrie-t-il. Dans ma jeunesse, j'étais le seul extraterrestre à lire. L'Église a lutté contre la lecture aussi longtemps qu'elle l'a pu, surtout auprès des classes populaires. Je crois au contraire que la littérature jeunesse québécoise explose et qu'il faut profiter de cette circonstance favorable. » Le livre reste à ses yeux un objet fantastique, mythique. « Il faut lui faire confiance, ajoute le dramaturge, il nous amène toujours quelque part ».

Les femmes (83 % des donateurs de livres) achètent directement un ouvrage jeunesse, tandis que les hommes préfèrent majoritairement faire un chèque à la FQA. Les entreprises peuvent également participer au pro-

jet en organisant une cueillette auprès de leurs employés, tout comme les particuliers. C'est ce que Philippe Beaugard a tenté à Noël 2001.

Consultant en gestion philanthropique, le jeune homme de 28 ans, déjà largement sensibilisé à la cause, convie une vingtaine d'amis à une soirée privée, dans le Mile End, invitant chacun des participants à apporter un livre. Il contacte la FQA qui lui envoie une grande boîte et des sacs plastique. Le Petit Prince, Tintin, Anne aux Pignons verts, Manon des Sources, chacun partage ce soir-là un coup de cœur, un bout d'enfance et échange volontiers sur la question. « C'est comme donner un morceau de son musée

intérieur », estime Philippe Beaugard, qui compte bien remettre ça en décembre prochain.

« L'analphabétisme est un handicap aussi lourd qu'invisible. Je souhaite que les donateurs comprennent toute l'ampleur de leur geste, rêve tout haut Sophie Labrecque. Mais surtout, j'aimerais faire un jour de La lecture en cadeau un rituel qui s'inscrit naturellement dans les mœurs québécoises ».

LA LECTURE EN CADEAU

Fondation québécoise pour l'alphabétisation
☎ (514) 289-1178 poste 225
www.fqa.qc.ca

Apprendre
à lire et
à écrire...

pour mieux
défendre
vos droits !

COMMISSARIAT
AUX LANGUES
OFFICIELLES



OFFICE OF THE
COMMISSIONER OF
OFFICIAL LANGUAGES

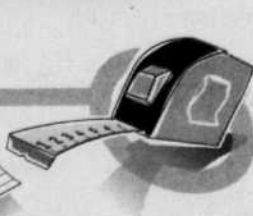
Pour mieux connaître
vos droits linguistiques,
communiquez avec le
Commissariat aux
langues officielles !

Région du Québec
2021, avenue Union,
bureau 805
Montréal (Québec)
H3A 2S9
Tél. : (514) 283-4996
ou 1 800 363-0628

www.ocol-clo.gc.ca

SAVOIR

lire, écrire et compter



c'est profiter de la vie!

Je réussis. Tu réussis. Nous réussissons.

Éducation
Québec

info alpha
1 800 361-9142

ALPHABÉTISATION

Une entrevue avec Laurent Lapierre

Nous sommes tous un peu analphabètes

Pour un enseignement intégré des connaissances jointes à une implication émotionnelle des étudiants

«L'analphabétisme, c'est davantage que de ne pas savoir lire ou écrire. Certaines personnes sont analphabètes de leurs pensées et c'est vrai même pour des professeurs d'université!» Une telle déclaration peut surprendre. Pourtant, celui qui la prononce le fait avec autorité: Laurent Lapierre, de l'École des hautes études commerciales de Montréal, est titulaire de la Chaire de leadership Pierre-Péladeau.

CLAUDE LAFLEUR

Pour l'éminent professeur des HEC, Laurent Lapierre, nous sommes tous plus ou moins analphabètes! En effet, pour lui, il existe plusieurs formes d'analphabétisme puisque quantité de personnes sont analphabètes de leurs émotions ou analphabètes sur le plan affectif, car elles sont incapables d'exprimer à l'aide de mots leurs émotions et leurs pensées profondes.

Au sens strict, explique M. Lapierre, l'alphabetisation est la capacité d'utiliser l'alphabet, donc de savoir lire des mots et de les utiliser pour faire des phrases et pour s'exprimer de façon intelligente. «On utilise donc le pouvoir des mots pour s'exprimer autant par l'écrit que de façon orale et en sachant que si on utilise tel mot, cela veut dire telle chose», dit-il.

Toutefois, s'il est relativement aisé d'apprendre à lire et à écrire, il est beaucoup plus difficile de maîtriser les mots nécessaires pour exprimer sa pensée et ses émotions, poursuit-il. «L'analphabétisme, c'est davantage que de ne pas savoir lire ou écrire, dit-il. Certaines personnes sont analphabètes de leurs pensées et c'est vrai même pour des professeurs d'université! Certains professeurs lisent les théories des autres, ils lisent les derniers livres à la mode et ils vont en classe restituer — et le mot est

bien choisi — ce qu'ils ont lu, sans l'avoir digéré. Mais si vous leur demandez ce qu'ils en pensent, alors là, ils paniquent!»

Laurent Lapierre a un parcours pour le moins étonnant puisque, titulaire de la Chaire de leadership Pierre-Péladeau et professeur à l'École des hautes études commerciales de Montréal, il est détenteur de baccalauréats en arts, en pédagogie et en histoire en plus d'un MBA et d'un doctorat. Il a même acquis une formation clinique en psychothérapie. De surcroît, il a été le premier directeur administratif du Théâtre du Trident et il a été membre du conseil d'administration de plusieurs compagnies de théâtre et de l'Orchestre symphonique de Montréal. Il est actuellement membre du conseil d'administration du Fonds d'investissement de la culture et des communications.

Leadership et gestion

Son enseignement, aux HEC, porte sur la direction, le leadership et la gestion des entreprises artistiques. Le prof Lapierre s'intéresse tout particulièrement à l'influence de la personnalité des gestionnaires sur leurs façons de diriger, ainsi qu'aux comportements générateurs de succès et d'échecs dans l'exercice de la direction. Il concentre ses recherches à l'étude des phénomènes du leadership en milieu



«L'analphabétisme, c'est davantage que de ne pas savoir lire ou écrire», explique Laurent Lapierre.

organisationnel, sur la direction des entreprises artistiques et sur la pédagogie universitaire. Il a publié quantité d'articles et d'ouvrages en cette matière, dont les livres *Imaginaire et leadership* (trois tomes), *Roland Arpin et le Musée de la civilisation* et *Pierre Bourque. Le jardinier et l'ingénieur*.

«Je suis quelqu'un qui s'intéresse à la question du leadership et je parle d'alphabetisations dans une perspective de leadership, précise-

ment avec son intelligence cognitive; personne ne devient un leader, peu importe le domaine, seulement avec l'intelligence cognitive. De même, on ne peut élever nos enfants qu'avec son intelligence cognitive. Il y a une importante partie émotionnelle.

Dans ses recherches, Laurent Lapierre a observé que les grands leaders sont également des personnes intérieures. «Tu ne peux pas avoir des convictions profondes ni avoir confiance que tu peux changer des choses si tu n'es pas en contact avec ce qui se passe à l'intérieur de toi. Or, les mots sont une façon d'être en contact avec cette réalité intérieure.»

«Je leur apprendrais à écrire des mots simples qui disent ce qu'ils ressentent et ce qu'ils pensent, explique-t-il. Je leur apprendrais donc, à même l'écran d'ordinateur, à écrire un petit mot à leur conjoint ou à leur conjointe, ou encore à écrire une carte d'anniversaire virtuelle... Peu importe ce pour quoi on opte comme sujet, du moment que c'est possible et intéressant. La personne qui n'a jamais appris à écrire le fera parce qu'elle en a envie. Et, de fil en aiguille, elle parviendra à lire le nom des rues, puis les cartes postales qu'elle reçoit...»

C'est ainsi que M. Lapierre estime que les étudiants acquerraient beaucoup plus facilement l'alphabet si l'enseignement était relié à leur quotidien, s'ils écrivaient véritablement ce qu'ils pensent et s'ils étaient en contact avec les réalités de tous les jours.

Au-delà de la lecture

Parler de leadership revient donc à parler d'alphabetisations puisqu'il est nécessaire d'utiliser des mots pour être en contact avec ce que nous sommes et avec nos pensées profondes. «On peut utiliser toute sorte de mots, observe le chercheur, savoir lire, lire beaucoup — une sorte de boulimie intellectuelle —, mais des gens à qui on demande: "Mais toi, qu'est-ce que tu penses?", ils ne savent pas ce qu'ils en pensent! Beaucoup de gens lisent, lisent sans cesse mais on dirait qu'ils n'assimilent jamais rien. Pour moi, c'est une forme d'analphabétisme; ils ne font que gober sans jamais rien intégrer.»

Ainsi, pour lui, l'enseignement à l'école est davantage une question d'intelligence émotionnelle, ce qu'il appelle même une intelligence de l'action. Or, ce type d'alphabetisation est davantage lié à l'apprentissage qu'à la simple maîtrise de connaissances. «J'enseigne dans une école d'administration où ce qui importe c'est que les étudiants n'appren-

nent pas juste des connaissances, dit-il. Si tu ne sais que parler des théories de la gestion mais que tu ne sais pas diriger, alors là, il y a une partie de la formation de l'école qui est défailante.»

Par conséquent, Laurent Lapierre préconise un enseignement intégré des connaissances jointes à une implication émotionnelle des étudiants. Par exemple, s'il avait à enseigner l'alphabet, il ne ferait pas, selon ses dires «de distinction entre l'analphabétisme cognitif et l'analphabétisme littéraire ni entre l'analphabétisme émotionnel et l'analphabétisme électronique». Concrètement, il enseignerait tout à la fois; ses élèves apprendraient autant à déchiffrer les lettres et les mots qu'à taper sur le clavier d'un ordinateur de même qu'à utiliser le courrier électronique, Internet et les fonctions de correction orthographique.

«Je leur apprendrais à écrire des mots simples qui disent ce qu'ils ressentent et ce qu'ils pensent, explique-t-il. Je leur apprendrais donc, à même l'écran d'ordinateur, à écrire un petit mot à leur conjoint ou à leur conjointe, ou encore à écrire une carte d'anniversaire virtuelle... Peu importe ce pour quoi on opte comme sujet, du moment que c'est possible et intéressant. La personne qui n'a jamais appris à écrire le fera parce qu'elle en a envie. Et, de fil en aiguille, elle parviendra à lire le nom des rues, puis les cartes postales qu'elle reçoit...»

C'est ainsi que M. Lapierre estime que les étudiants acquerraient beaucoup plus facilement l'alphabet si l'enseignement était relié à leur quotidien, s'ils écrivaient véritablement ce qu'ils pensent et s'ils étaient en contact avec les réalités de tous les jours.

Alphabetisation et employeurs

La formation de base relèverait de la responsabilité de l'État

Une enquête révélatrice sur la formation en entreprise

Une enquête sur les indicateurs de la formation de base en entreprise réalisée pour le compte de la Fondation québécoise pour l'alphabetisation démontre que les employeurs mettent en général, d'abord et avant tout, l'accent sur la formation à la tâche. Les petites, moyennes et grandes entreprises ramènent donc le plus souvent la formation de base à l'enseignement de l'abc du travail que l'employé doit effectuer.

RÉGINALD HARVEY

Dans les grandes lignes, une étude commandée par la Fondation québécoise pour l'alphabetisation à la firme Léger Marketing tire les conclusions suivantes: pour les dirigeants d'entreprises, la formation s'avère une mesure importante; ils perçoivent la formation de base, telle que décrite par les organismes qui en font la promotion, comme de la formation scolaire; pour eux, la formation à la tâche et spécialisée priment largement sur celle de base; les gestionnaires croient que la formation de base relève de la responsabilité de l'État plutôt que de celle de l'entreprise; finalement, ceux-ci souhaitent que de l'information concrète et accessible soit utilisée pour les sensibiliser à la formation de base.

En s'adressant ainsi à des re-

présentants d'entreprises de toutes tailles, la Fondation poursuivait un objectif clairement défini dont parle en ces termes la présidente et directrice générale de cet organisme, Sophie Labrecque: «En alphabetisation, il faut cibler les populations, les clientèles. Si je m'adresse aux entreprises, il importe de déployer une stratégie qu'elles vont comprendre et qui signifiera quelque chose pour elles tout en répondant à leurs besoins». Il a donc été décidé d'aller sur le terrain pour consulter différents groupes cibles afin de connaître les grandes tendances au sujet de la motivation et de la perception des employeurs relativement au dossier de la formation de base de la main-d'œuvre. Pour ce faire, quatre groupes de discussion ont été formés réunissant 27 personnes issues de la PME; quatre entrevues en profondeur ont été

réalisées auprès de dirigeants de quatre grandes entreprises.

Les temps ont changé

Pour occuper un emploi et s'acquitter de ses fonctions avec compétence, le travailleur doit aujourd'hui élargir l'éventail de ses connaissances, qui dépasse le simple niveau du savoir lire et écrire: «Il y a 20 ans, une personne entraînait sur une ligne de montage, sans avoir besoin d'apprendre l'informatique et sans avoir à rédiger un rapport plus ou moins complexe à la fin de la journée. Dans un contexte de mondialisation, de restructuration et de réaménagement, la situation change et ça peut devenir épouvantable pour la personne qui s'est débrouillée durant toute sa vie sans formation; par exemple, celle-ci doit apprendre l'informatique au moment où une entreprise décide, dans l'espace d'un mois, de changer toute la technologie pour faire face à la concurrence», laisse aussi savoir la présidente.

Dans cet ordre d'idées, la Fondation pressentait que des employés avaient sûrement de la difficulté à suivre le rythme de la formation donnée par certaines entreprises; l'organisme en a conclu que ces derniers devaient posséder une formation de base initiale pour être mieux en mesure de comprendre et d'assimiler les connaissances spécialisées transmises en milieu de travail. A ce sujet, la Fondation avait constaté un manque de vision commune des divers intervenants entre l'offre de service des formateurs et les besoins réels des employeurs à l'occasion de colloques tenus à l'École des hautes études commerciales au cours de trois dernières années. L'enquête de la firme de sondage visait aussi à mesurer ce clash.

Une formation de base plus poussée

Il en est ressorti que le concept de formation était entouré de plusieurs zones d'ombre et que les visions de chacun divergeaient à ce sujet. «Pour les entreprises, ce n'est pas clair non plus. Pour celles-ci, la formation, c'est vraiment relié au niveau scolaire et, par conséquent, ça relève de l'État. Elles ont carrément tendan-



La présidente et directrice générale de la Fondation québécoise pour l'alphabetisation, Sophie Labrecque.

ce à pelleter le problème dans la cours du voisin», dit Sophie Labrecque. Elle ajoute que la notion de formation de base s'est élargie au fil du temps pendant que les employeurs maintenaient le cap sur la simple formation à la tâche: «On s'aperçoit depuis quelques années, notamment depuis l'accès à Internet, que les gens sont de plus en plus formés et qu'ils sont au courant des grands principes de gestion, beaucoup plus qu'il y a une dizaine d'années. Auparavant, seule l'élite dirigeante possédait de tels acquis. Pourtant, cette réalité ne se traduit pas vraiment en entreprise. La Chambre de commerce a sorti un document sur la formation de base dans lequel il est même question de connaissances spécifiques et transversales, de gestion de groupe et de participation. La personne sur la chaîne de montage ne doit plus être un simple exécutant, mais quelqu'un qui pense, qui trouve des solutions,

qui participe à la résolution de problèmes et à l'amélioration de la qualité de l'entreprise», relate Mme Labrecque. Selon elle, il importe de combler le fossé entre les employeurs et les fournisseurs de services en formation qui sont composés en l'occurrence par les groupes populaires, le secteur privé et les commissions scolaires. Il n'y a pas de caractère d'uniformité entre les demandes des uns et les offres des autres. «On parle de formation sur mesure ou spécialisée alors que la perception des entreprises s'avère différente. Pour les grandes entreprises, c'est de la formation scolaire qu'elles se dégagent; elles prennent pour acquis que leurs employés savent lire et écrire puis qu'elles exigent un diplôme de cinquième secondaire à l'embauche. Le problème de formation de base est donc éliminé. Dans les petites PME, c'est différent parce que ces

dernières manquent tout simplement de ressources pour la formation qui représente une charge supplémentaire difficile à absorber», souligne-t-elle.

La Fondation et la sensibilisation

Malgré ce qui ressort de l'enquête, Mme Labrecque croit que les organismes de formation sont assez bien identifiés. Elle exprime le point de vue suivant: «Je pense que les entreprises ne voient pas l'obligation de planifier la formation au même titre que tout le reste; celle-ci devient comme une sorte de luxe et on pense formation au moment où on a de l'argent en plus. Aussi, on a plutôt tendance à inventorier trois ou quatre ressources, après quoi, on demande à l'individu au sein de l'entreprise d'aller lui-même se former.»

En raison de cette situation, la Fondation s'est lancée dans des opérations de sensibilisation. La présidente fait aussi valoir ce qui suit à ce propos: «On a constaté que la perception des entreprises à l'endroit des fournisseurs de services n'était pas très bonne. La finalité de celles-ci, c'est le profit, ce qui est bien logique et bien correct. Par contre, la logique d'un organisme comme une commission scolaire ou un groupe populaire repose sur une problématique éducative et sociale. Il y a donc distorsion entre les deux. Il y a un important travail de rapprochement à effectuer entre les deux parties.»

Pour ce faire, des rencontres entre les personnes impliquées dans le processus de formation auront lieu dans toutes les régions du Québec au cours des prochains mois. Sophie Labrecque prône également une autre solution pour valoriser la formation de base en entreprise.

«Je serais tentée de mobiliser des gens très spécialisés dans le domaine des entreprises, soit en gestion, en management, en finances ou en ressources humaines. Il faut regrouper des spécialistes qui sont convaincus que ça prend de la formation et qui croient que ça doit être planifié, que ça doit se situer à l'intérieur de la planification stratégique ou du continuum de développement de l'entreprise», ajoute-t-elle pour conclure.

À l'occasion de la journée internationale de l'alphabetisation, l'Institut canadien d'éducation des adultes salue les citoyennes et les citoyens qui partagent leur passion pour bâtir une société plus éduquée et plus démocratique.

L'ALPHABÉTISATION EST L'ABC D'UNE CITOYENNETÉ ACTIVE.



5225, rue Berri, bureau 300
Montréal (Québec) H2J 2S4
Adresse internet: www.icea.qc.ca



**Fondation pour
l'alphabétisation**

1 800 361-9142

1259, rue Berri, bureau 430
Montréal (Québec)
H2L 4C7
Téléphone :
(514) 289-1178
Télécopieur :
(514) 289-9286
www.fqa.qc.ca

La Fondation regroupe

Infoalpha

Un service téléphonique sans frais et
confidentiel à l'échelle provinciale.
Cette ligne offre aide et références
aux personnes analphabètes et
à toute personne souhaitant avoir
accès à la formation de base en
lecture et en écriture.



Campagne familiale d'éveil à la
lecture. Une invitation est lancée
au grand public afin de faire
l'achat de livres jeunesse neufs
pour des enfants défavorisés.



Centre de référence, d'information
et de consultation unique en son
genre au Québec. Il sensibilise les
gestionnaires et les décideurs sur la
formation continue en compétences
de base.

ALPHABÉTISATION

Une entrevue avec Alain Denis

Vaincre la dyslexie

« Ce n'est pas moi qui ai décroché du système mais le système qui a décroché de moi »

L'analphabétisme n'est pas un cercle vicieux duquel nul ne peut s'échapper. On peut apprendre à lire et à écrire à tout âge et ainsi considérablement améliorer sa qualité de vie. Alain Denis en est la preuve et sa trajectoire à cet égard est exemplaire.

PIERRE VALLÉE

« Jusqu'au début de ma trentaine, je ne savais à peu près pas lire et encore moins écrire. C'est ce qu'avoue d'entrée de jeu M. Alain Denis qui pendant toutes ces années figurait parmi ceux que l'on nomme les analphabètes fonctionnels. Selon les chiffres avancés par la Fondation québécoise pour l'alphabétisation (FQA), on compterait au Québec environ un million d'individus qui éprouvent de graves difficultés avec les rudiments même de la lecture et de l'écriture.

« Les plus débrouillards parmi les analphabètes fonctionnels arrivent tant bien que mal à se tirer d'affaires. Ça été mon cas puisque je n'ai jamais manqué de travail. Mais pour beaucoup d'entre eux, ne pas savoir lire et écrire les conduit directement à l'aide sociale et les maintient dans la pauvreté. »

Un départ difficile

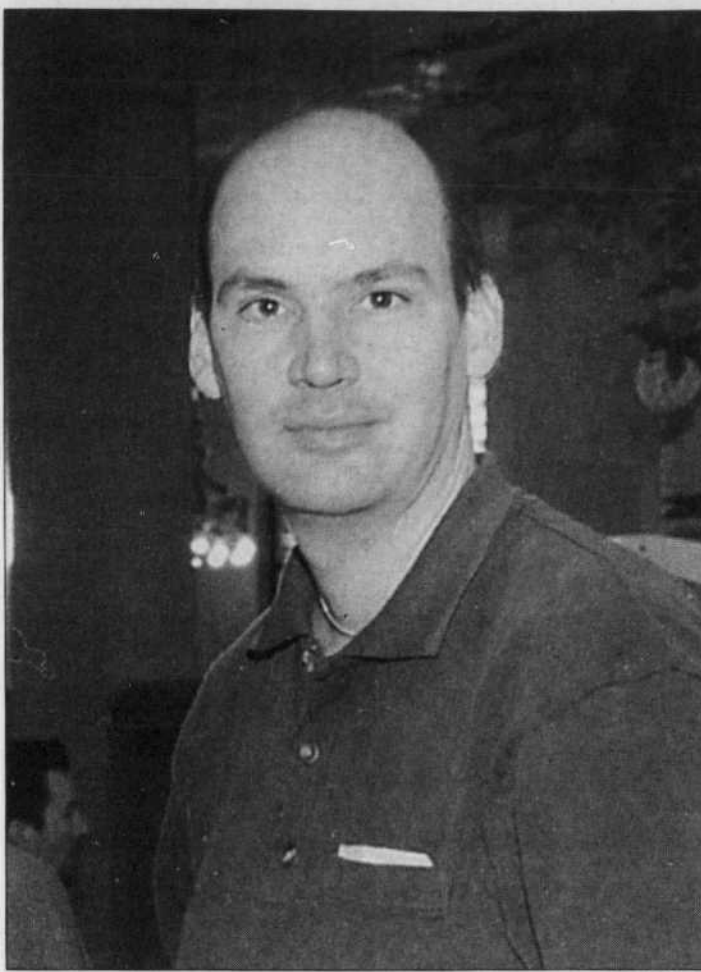
Son histoire débute à l'école primaire. « Dès la petite école, j'éprouvais des difficultés d'apprentissage. D'abord, je souffrais de dyslexie et de bégaiement. Ensuite, j'avais des problèmes de coordination. Je ne peux pas compter le nombre de pintes de lait que j'ai échappées à l'époque. J'étais le genre de petit garçon qui s'élan-

çait à la course, se barrait aussitôt les pieds et trébuchait. »

Les autorités scolaires de l'époque — à la fin des années soixante — ne décèlent pas la dyslexie dont il souffre et ne savent que faire avec cet écolier gauche qui visiblement n'entre pas dans le moule. À la fin de son primaire, le jeune Alain Denis est alors orienté vers une école de métier puisqu'on juge que c'est la seule voie possible qui s'ouvre à lui. « Ce n'est pas moi qui ai décroché du système mais le système qui a décroché de moi. »

À cette école, il apprendra le métier de peintre d'automobile. « Je suis sorti à 17 ans de cette école avec en poche une carte d'apprenti peintre et une attestation de mes compétences. Mais je ne savais pas lire ni écrire. Je connais des gars qui sont allés à la même école que moi et qui encore aujourd'hui sont aux prises avec ce problème. »

Malgré ce handicap, il se déniche un travail dans un atelier de réparation de carrosseries et de peinture automobile où l'on s'intéresse peu au fait qu'il ne sache guère manier la langue de Molière. Mais le jeune Alain est ambitieux et cherche à améliorer son sort. Il quitte donc cet emploi, travaille un temps comme gardien de sécurité, puis fait un saut dans le domaine de la restauration avant d'aboutir dans



SOURCE FQA

Selon Alain Denis, le premier obstacle à vaincre si l'on veut amorcer une démarche d'alphabétisation, c'est de surmonter la honte.

une quincaillerie spécialisée dans les ornements architecturaux où il exerce d'abord le métier de machiniste de portes. Ses patrons apprécient son travail et lui confient de plus en plus de responsabilités.

« Quand on est analphabète et qu'on a un emploi, on travaille fort et on en donne toujours plus parce qu'on tient absolument à garder son job. De plus, il faut faire preuve d'intelligence et de ruse pour arriver à déjouer tous les

gens qui vous entourent. Je m'étais fabriqué un système de codes qui me permettait de savoir à quelle étape étaient rendus les travaux dont j'avais la supervision. J'avais tout dans la tête et j'arrivais à fonctionner sans lire et écrire. »

Vers la solution

Les choses en seraient peut-être restées là si l'entreprise n'avait pas fait faillite. Du jour au lendemain, il se retrouve à la recherche d'un emploi. « Mais j'étais incapable de remplir le plus simple des questionnaires et c'est là que la réalité m'a rejoint. » Il se présente au Centre de main-d'œuvre et demande à retourner à l'école afin d'apprendre à lire et à écrire.

Au départ, on reste sceptique devant la démarche qu'il veut entreprendre mais il insiste. À la suite d'une évaluation psychologique, on accède à sa demande et le voilà inscrit dans des cours d'alphabétisation offerts par la commission scolaire Des Ecoles. « Je me suis donc retrouvé à 31 ans assis sur un banc d'école à apprendre d'abord mes lettres et ensuite mes mots. »

Dix mois plus tard, Alain Denis sait lire et écrire et il décide de compléter ses études secondaires. Ensuite, il s'inscrit au cégep et il obtient un diplôme d'études professionnelles (DEP) en horticulture. À sa sortie du cégep, il se déniche un emploi chez Plantes et décor Veroneau. « J'ai commencé par le simple entretien des plantes et j'ai grimpé les échelons. » Aujourd'hui, Alain Denis est le directeur technique de cette entreprise et il a sous sa responsabilité 23 employés.

Non seulement le fait de savoir lire et écrire lui a ouvert les

portes sur le plan professionnel, mais Alain Denis a aussi découvert les joies de la lecture. Il est abonné à une foule de revues et consacre chaque soir au moins une heure à la lecture. « Apprendre à lire et à écrire, ce n'est pas seulement une question d'ordre matériel. Et on ne fait pas cette démarche pour épater les autres. C'est aussi une question de satisfaction personnelle. »

Surmonter la honte

Selon Alain Denis, le premier obstacle à vaincre si l'on veut amorcer une démarche d'alphabétisation, c'est de surmonter la honte. « Par exemple, moi, je l'ai longtemps caché à ma mère. Et souvent, c'est un secret de Polichinelle. Tout le monde le sait mais personne n'en parle. »

C'est pourquoi il croit fermement que les campagnes de sensibilisation peuvent porter leur fruit. « Lorsqu'un analphabète réalise que d'autres personnes vivent ou ont vécu les mêmes difficultés que lui, cela l'encourage à amorcer une démarche d'alphabétisation. Il est important de briser l'isolement dans lequel les personnes analphabètes trop souvent se trouvent. »

Par contre, il déplore le peu de ressources allouées aux programmes d'alphabétisation. « L'alphabétisation est l'enfant pauvre de l'éducation. Pourtant nous vivons dans une société qui est de moins en moins manuelle. L'informatique est partout, dans les actes les plus simples, ce qui nous oblige tous à savoir lire et écrire si nous voulons fonctionner adéquatement en société. L'alphabétisation devrait au contraire être une priorité. »

Le parcours d'Alain Denis devrait suffire à nous en convaincre.

Table des responsables en éducation des adultes et en formation professionnelle

Des cours sur mesure et selon la demande

Au Québec, près de la moitié des étudiants en alphabétisation sont d'origine immigrante

Quelque 600 000 Québécois éprouveraient des difficultés à lire, écrire et communiquer. Le recrutement n'est pourtant pas aisé pour les cours d'alphabétisation dispensés par les 219 centres de formation des commissions scolaires du Québec. Un changement de philosophie s'opère actuellement: passer d'une offre de services à une réponse à la demande.

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Une vingtaine d'adultes, sur-tout des femmes, suivent tous les avant-midi un cours d'alphabétisation dans un restaurant communautaire de Pierrefonds. S'y côtoient des Québécois d'origine qui peinent à lire et à écrire et des immigrants qui souhaitent apprendre le français. Dans un coin, deux enfants jouent pendant que leurs mamans lisent à voix haute.

Enseignante en alphabétisation à la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, Thérèse Caya a recruté elle-même une partie des étudiants, en collaboration avec des organismes du quartier. Depuis 12 ans, cette « enseignante itinérante » a tenu ses classes tour à tour dans un sous-sol d'église, un gymnase d'école puis dans ce restaurant communautaire. « J'ai ouvert ma classe d'alphabétisation ici parce que c'est là qu'est le besoin. Autrement, ces femmes devraient prendre trois autobus pour se rendre au centre de formation des adultes. Elles n'iraient pas. »

L'expérience de cette enseignante illustre bien le virage en cours au sein des commissions scolaires. Le porte-parole de la Table des responsables en éducation des adultes et en formation professionnelle (TREAQ-FP), Jean-Pierre Rathé, estime que les cours d'alphabétisation doivent « passer de l'offre de service à la réponse à la demande. »

« Dans le passé, nous avons été esclaves du programme, des horaires et de notre organisation. Nous voulons aller vers une plus grande souplesse. C'est un défi énorme. Les centres de formation sont appelés à rayonner dans leur milieu », explique M. Rathé, qui est aussi directeur à l'éducation des adultes à la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys.

Le porte-parole de la TREAQ-FP note que les cours doivent être disponibles selon des horaires et des rythmes variés pour répondre aux besoins des gens. « Un concessionnaire qui ne vend que des autos

bleues et renvoie ailleurs les consommateurs qui en veulent des rouges ne sera pas en affaires longtemps », s'exclame-t-il.

Augmenter le nombre d'inscriptions

Le Plan d'action en matière d'éducation des adultes et de formation continue, lancé par Québec au printemps dernier, fixe à 4000 l'objectif d'inscriptions supplémentaires en alphabétisation d'ici cinq ans, dans les commissions scolaires. Il s'agirait d'une augmentation d'environ 40 %, alors que les centres de formation comptent pour l'instant près de 10 000 étudiants.

Jean-Pierre Rathé mise beaucoup sur le plan gouvernemental pour donner un coup de pouce. « L'alphabétisation devient une priorité de l'ensemble du gouvernement. Cela peut aider au recrutement. » Il espère une augmentation du nombre de personnes référées par les Centres locaux d'emploi (CLE) pour des formations d'assez longue durée.

C'est que le recrutement n'est pas aisé. « On ne peut pas mettre une annonce dans le journal du quartier, ils ne lisent pas. La majeure partie du recrutement se fait de bouche à oreille », explique M. Rathé, ajoutant que l'alphabétisation repose beaucoup sur des enseignantes dévouées qui sillonnent quartiers urbains et rangs de campagne pour former des groupes d'étudiants.

D'autres étudiants se présentent d'eux-mêmes pour compléter leurs études secondaires et se voient dirigés vers l'alphabétisation après avoir échoué le test de classement. « C'est le cas de plusieurs anciens décrocheurs qui n'ont pas appris leur français. C'est parfois une déception pour eux », explique M. Rathé. Celui-ci note une forte augmentation du nombre de jeunes en alphabétisation.

Des profils diversifiés

La souplesse est la clé de succès de l'alphabétisation. Il y a autant de niveaux de connais-

sances et de raisons d'apprendre que d'étudiants: retrouver un emploi après une fermeture d'usine, aider ses enfants à l'école, apprendre la langue de la société d'accueil, terminer son secondaire, se faire plaisir et arrêter de devoir dire qu'on a oublié ses lunettes...

Carole a commencé ses cours il y a quatre mois, référée par son CLE. Elle vient y acquérir une plus grande autonomie, dans un environnement respectueux de son rythme d'apprentissage. « Les gens ne riront pas de toi parce que tu as de la misère », explique la femme de quarante ans qui a abandonné l'école en première secondaire. « Pour l'instant, je ne prends jamais le métro seule, de peur de me perdre », explique Carole qui espère bientôt pouvoir lire elle-même le nom de sa correspondance.

Dans les classes de Thérèse Caya, des francophones analphabètes fonctionnels côtoient des immigrants et des jeunes qui veulent retourner au secondaire. Un amalgame exigeant pour l'enseignante. « L'an dernier, j'ai obtenu une aide spéciale de la commission scolaire pour trois jeunes qui voulaient passer leur test de classement du secondaire. S'ils ne réussissaient pas en six mois, je ne les reverrais plus l'année d'après », explique celle qui a continué d'enseigner à son groupe, moins avancé, pendant qu'une deuxième enseignante aidait les trois jeunes à préparer leur examen.

Au Québec, près de la moitié des étudiants en alphabétisation sont d'origine immigrante. Bien qu'il existe des cours spécifiques de francisation pour les immigrants, ceux qui n'ont pas étudié dans leur pays d'origine sont plus à l'aise en alphabétisation.

Shamis, une Somalienne, mère de huit enfants, fréquente la classe d'alphabétisation depuis presque six ans. Les yeux tout brillants, elle raconte: « Avant, je regardais les gens sans comprendre. Je suis comme un bébé qui vient d'ouvrir les yeux. » Grâce aux cours, Shamis a réussi avec brio son examen pour devenir citoyenne canadienne.

Emmerveillée par sa compréhension du français, Shamis a fait la promotion de l'alphabétisation dans son entourage. Déjà, plusieurs Somalienne de Pierrefonds l'ont suivie dans l'aventure.



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Au Québec, près de la moitié des étudiants en alphabétisation sont d'origine immigrante. Bien qu'il existe des cours spécifiques de francisation pour les immigrants, ceux qui n'ont pas étudié dans leur pays d'origine sont plus à l'aise en alphabétisation.

ALPHABÉTISATION

Une entrevue avec Dominique Bouteiller

Les nouveaux Sisyphe

Les entreprises doivent s'engager dans des démarches de formation active

Dominique Bouteiller est professeur en gestion des ressources humaines aux HEC de Montréal et spécialiste en gestion de la formation et des compétences. En mars dernier, à l'invitation d'Option-Compétences et de la Fondation québécoise pour l'alphabétisation, il donnait à Rouyn-Noranda une conférence intitulée *Former pour performer: état des lieux et conditions de réussite*. Pour lui, «la formation n'est pas une panacée; elle peut même être inutile. Elle n'est qu'une des voies d'acquisition des compétences avec l'autoformation et une organisation plus intelligente du travail et des parcours professionnels.»

FRANÇOIS HUOT

Dominique Bouteiller a le regard «décapant». Ses déclarations le prouvent. À preuve: «Les dollars dépensés ne deviennent pas magiquement des dollars investis»; «La formation n'a jamais vraiment été "continue", comme on la qualifie souvent abusivement. Et elle ne peut l'être! C'est l'apprentissage qui doit devenir continu»; «La loi 901 [adoptée en 1995 avec pour objet de favoriser le développement de la formation de la main-d'œuvre] n'impose aux entreprises visées qu'une obligation de moyens — dépenser en formation dans l'année au moins 1 % de leur masse salariale — et non une obligation de résultats.»

«Ouf! Pour Dominique Bouteiller, les entreprises «n'ont guère le choix de s'engager dans des démarches formatives actives». Mais il affirme du même coup que, même en s'engageant dans cette voie, elles ne «parviendront probablement pas à maintenir au niveau nécessaire les compétences

dont elles ont besoin à court, moyen et long terme». Reprenant la formule célèbre d'Aristote sur les conditions suffisantes et nécessaires, il indique que, si la formation, telle qu'on la pratique actuellement, est incontestablement nécessaire, elle ne sera «probablement jamais suffisante à l'optimisation en continu du capital-compétence de l'entreprise...»

Les compétences: un capital variable

Chaque compétence a son propre cycle de vie: développement, optimisation et déclin. Ce cycle est plus ou moins long selon la nature de la compétence exigée et de l'environnement socio-économique et technologique qui va l'influencer. Ainsi, la connaissance d'une version d'un logiciel de traitement de texte aura une durée d'utilisation souvent limitée alors que la capacité d'animer une réunion ou d'analyser des problèmes ne pourra que s'approfondir au fil du temps.

Au vu de l'évolution des techniques et des modes de produc-

tion en vigueur dans le monde, il appert que «la logique générale en opération en est bien une de dégenérescence d'un acquis au fil du temps». En fait, «plus la compétence sera pointue et spécialisée [et] tributaire d'un domaine scientifique, technique ou réglementaire qui évolue vite, plus cette logique d'obsolescence accomplira son travail dévastateur».

Parallèlement, les compétences requises par les emplois sont de plus en plus nombreuses et complexes, que ce soit pour la réalisation performante des activités «ordinaires» ou de celles exigées des cadres intermédiaires et supérieurs. «Qu'il s'agisse d'implanter des processus d'amélioration continue [ou] de chercher à se conformer aux normes ISO [...] les nouvelles stratégies d'entreprise exigent de produire des compétences de plus en plus diversifiées, de plus en plus complexes et d'en renouveler le "stock" de plus en plus rapidement.»

A cela s'ajoute au Québec le haut niveau d'analphabétisme caractérisant les employés du secteur manufacturier, les empêchant «d'utiliser les notions élémentaires de la lecture, de l'écriture et du calcul dans les applications courantes de leur travail». Lecture, écriture, calcul, ces compétences de base sont, explique Dominique Bouteiller, d'ores et déjà devenues des préalables au développement des «nouvelles compétences de base» que sont maintenant la maîtrise de certains logiciels et procédures informatiques, la compréhension de certains processus de gestion ou la connaissance d'une langue étrangère, etc.

D'un côté, les compétences acquises semblent se dégrader inéluctablement, de l'autre, le «système» en requiert de plus en plus et de plus en plus rapidement. Bref, entre «l'offre et la demande de compétences», un fossé peut se creuser et s'élargir jusqu'au point de non-retour... La formation serait-elle alors la «potion magique» pour corriger la situation?

Ce qu'il faudrait faire

Si Dominique Bouteiller n'a pas LA solution, il ne croit néanmoins pas que la formation, même stratégiquement gérée, puisse «livrer toute la marchan-

dise». Le volume et la diversité des nouvelles compétences à développer croissent sans cesse alors que la démarche formative reste étroitement conditionnée par de lourdes contingences (temps, argent, complexité) qui en empêchent le déploiement complet et en temps réel. Concrètement, la formation dite continue ne peut au mieux qu'être «une remise à niveau temporaire des compétences». Tel Sisyphe qui tente sans fin de monter un rocher sur le haut d'une montagne, mais n'y parvient jamais car la pierre retombe à l'approche du sommet, la formation serait une activité encore et toujours à reprendre...

A cette impossibilité apparemment insurmontable s'ajoutent les travers classiques des activités de formation: compétence inutilement développée, trop centrée sur le court terme, trop focalisée sur la tâche, offerte au mauvais moment ou aux mauvaises personnes!

Il y a pourtant des entreprises qui réussissent. Deux traits les caractérisent: la formation y est fortement et publiquement appuyée par la hiérarchie (haute direction et cadres) et elle est le fruit d'une prise en charge décloisonnée et mieux partagée au sein de l'entreprise où de nouveaux acteurs deviennent partie prenante à sa gestion.

Des voies d'action

À cela, Dominique Bouteiller propose d'ajouter deux voies d'action: responsabiliser l'apprenant et individualiser sa démarche formative pour en faire un être «autoapprenant»; redéfinir l'organisation du travail et



SOURCE FQA

Si Dominique Bouteiller, spécialiste en gestion de la formation et des compétences, n'a pas LA solution, il ne croit pas néanmoins que la formation, même stratégiquement gérée, puisse «livrer toute la marchandise».

des parcours professionnels pour qu'ils deviennent «autoqualifiants» en démultipliant les occasions d'apprentissage et de développement professionnel.

Selon Dominique Bouteiller, ce défi est très ambitieux et toutes les entreprises ne sont pas actuellement en mesure d'y faire face, les PME devant composer avec de multiples contraintes alors que la grande entreprise aura de la difficulté à responsabiliser da-

vantage son personnel ainsi que son encadrement et à repenser son organisation du travail.

Mais le défi est aussi individuel car chaque «porteur de compétence», par son niveau d'initiative et d'engagement, influence le résultat d'ensemble tout en tenant, sur le plan individuel, de préserver et d'améliorer ses chances de progression au sein de l'entreprise ou de mobilité au cas où il la quitterait!

Des employés peu ordinaires

Il faut former différemment si l'objectif visé est d'alphabétiser. Sur ce sujet, Dominique Bouteiller est volubile, lui qui est l'auteur de «Le Syndrome du crocodile et le défi de l'apprentissage continu» et «Formation de la main-d'œuvre: plaidoyer en faveur d'une loi du 10 %» insérés dans *Former pour performer. Les enjeux du développement des compétences en entreprise*. (coll. «Racine du savoir», Revue internationale de gestion).

«La personne analphabète n'est pas un employé à "gérer" comme les autres. Le manque de compétence visée est directement lié à l'individu, son histoire personnelle, ses repré-

sentations de lui-même. Il ne s'agit pas d'autre part d'un besoin de formation "ordinaire", facile à objectiver à l'aide des approches diagnostiques habituelles. Une action d'alphabétisation exige la patience du milieu, l'aménagement des fonctions et des parcours professionnels, la persévérance des individus et doit donc s'inscrire dans un contexte de stabilité et de sécurité. Dans tous les cas, l'expérience montre que ce défi ne peut être relevé qu'en misant à la fois sur un profond respect des individus concernés et sur un engagement actif et intelligent de toutes les parties au dossier, syndicat, encadrement, collègues de travail, famille, etc.»

ALPHABÉTISATION PROGRAMMES POUR TOUS

CE CAHIER SPÉCIAL

EST PUBLIÉ PAR LE DEVOIR

Responsable NORMAND THÉRIAULT

ntheriault@ledevoir.ca

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9.

Tél.: (514) 985-3333 redaction@ledevoir.com

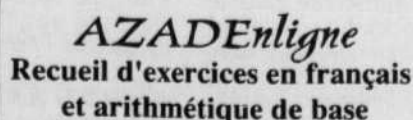
FAIS CE QUE DOIS


Espace alpha
www.alpha.cdeacf.ca

À l'occasion du 8 septembre
Lancement de deux nouveaux outils
pour les formatrices et formateurs


atelier
alpha

Logiciel de création pédagogique


AZADEnligne
Recueil d'exercices en français
et arithmétique de base

PLUS

- Une fenêtre pour suivre les actualités ;
- Des répertoires pour connaître les ressources andragogiques ;
- Un calendrier interactif pour diffuser vos activités ;
- Des vitrines régionales pour trouver les organismes d'alpha..



Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine
CDEACF - 110, rue Ste-Thérèse, bur. 110, Vieux-Montréal, H2Y 1E6
TÉL.: (514) 876-1180, téléc. (514) 876-1325, courriel : info@cdeacf.ca



REGROUPEMENT DES GROUPES POPULAIRES
EN ALPHABÉTISATION DU QUÉBEC

2120, Sherbrooke est, bureau 302
Montréal (Québec) H2K 1C3

Les groupes d'alphabétisation populaire
présents dans toutes les régions du Québec

Pour connaître celui de votre région...
LIGNE INFO-ALPHA
1.800.361.9142

Une force
collective

Un milieu de vie

Un lieu d'apprentissage
et d'expression sociale

pour les personnes peu alphabétisées

ALPHABÉTISATION

Des analphabètes par millions

La France compte sur une agence nationale de lutte contre l'illettrisme

Il a fallu attendre l'an 2000 pour qu'une loi impose la concertation à 150 intervenants répartis dans tout l'Hexagone

L'analphabétisation sévit dans tous les pays de la francophonie. La France ne fait pas exception à la règle. Pour endiguer le problème, l'Hexagone se dotait en 2000 d'une Agence nationale de lutte contre l'illettrisme. Un organisme de concertation et de coordination ayant des relais dans toutes les régions de la France.

GUYLAINE BOUCHER

Les chiffres les plus récents permettent d'établir qu'environ 2,3 millions de personnes souffrent d'illettrisme en France. En 2001, le ministère de la Défense, au moyen de tests administrés dans le cadre de la Journée d'appel et de préparation à la défense, estimait qu'environ six à neuf pour cent des jeunes âgés de 17 à 18 ans éprouvaient des difficultés à lire et à écrire ou étaient carrément analphabètes.

Le problème n'est pas nouveau. Depuis des décennies, environ 150 organismes sont à pied d'œuvre dans tout le pays pour remédier à la situation ou prévenir une aggravation de la problématique. Il a cependant fallu attendre 1998 et l'adoption par le Parlement de la Loi d'orientation sur la lutte contre les exclusions pour voir le sujet porté à l'avant-scène de l'actualité politique. «Depuis 1984, un Service interministériel agissait dans le dossier, mais après l'adoption de la Loi contre les exclusions et d'une série d'articles portant sur l'accès pour tous à l'éducation, on a tout de même senti le besoin de faire un état des lieux», explique Hervé Fernandez, secrétaire général de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme.

Déléguée pour étudier la question, Marie-Thérèse Geffroy, actuelle directrice de l'Agence nationale, produit en 1999 un rap-

port bilan sur l'illettrisme en France. Elle souligne alors l'urgence de regrouper et surtout de mieux coordonner les ressources disponibles sur le territoire. L'idée de créer une agence nationale de lutte venait de voir le jour.

Réunir pour mieux agir
Officiellement mise en route à la fin de l'année 2000, l'Agence a pignon sur rue à Lyon depuis le début de 2001, mais rayonne sur tout le territoire français, aime à préciser le secrétaire général. «Avant la création de l'Agence, beaucoup d'efforts et de services étaient offerts un peu partout, mais il y avait un manque de coordination et une importante carence dans la mise en œuvre de la politique territoriale. La mission principale de l'Agence est donc de coordonner la stratégie de lutte contre l'illettrisme. Elle voit aussi à animer l'action territoriale et à informer la population sur les services disponibles à la grandeur du territoire.»

Pour mener à bien ses objectifs, l'organisme compte, non seulement sur une équipe permanente et sur un conseil d'administration multipartite, mais aussi sur un réseau de chargés de mission régionaux. Nommés par les Préfets, ces derniers voient à la mise en œuvre des priorités arrêtées par le conseil d'administration.

Jusqu'à présent, les efforts déployés ont surtout permis de mettre les différents interve-



Environ six à neuf pour cent des jeunes âgés de 17 à 18 ans en France éprouvaient des difficultés à lire et à écrire ou seraient carrément analphabètes.

nants du monde de l'alphabétisation en relation. Réunis en forum à la fin de l'année 2001, ce sont eux qui ont dégagé les neuf points de convergence ou priorités nationales en matière d'illettrisme. Des priorités à la base même du plan d'action 2002-2003 de l'Agence.

Information, conseil et enquête
L'information à la population, l'amélioration de la qualité des

services offerts et le partage des responsabilités figurent au nombre des actions entreprises en 2002. Concrètement, l'Agence a établi une cartographie de l'offre de services disponible de façon à ce que Monsieur Toutle-Monde puisse être rapidement informé des services offerts à proximité de chez lui. Elle a aussi veillé à ce que le ministère de l'Éducation nationale s'engage à l'égard d'un plan de prévention contre l'illettrisme

en mettant en place des moyens susceptibles d'enrayer le décrochage scolaire. Les entreprises et les intervenants du monde de la formation professionnelle ont aussi été interpellés pour agir auprès des salariés et des demandeurs d'emploi. «Nous avons voulu de façon prioritaire faire en sorte que les gens qui ont des besoins disposent d'informations, de conseils et de formations lorsque nécessaire», précise le secrétaire général.

Question d'éclairer les pouvoirs publics, les entreprises et la population sur l'ampleur du phénomène, l'Agence, de concert avec l'Université de Lyon II, a aussi travaillé à l'élaboration d'outils et d'enquêtes à partir desquels il sera possible de dresser un portrait plus exact de l'illettrisme dans tout le pays.

«Nous avons adossé à une enquête générale sur les conditions de vie un module de test visant à mesurer l'illettrisme. Nous sommes actuellement dans la phase de réglage et si tout va bien, nous devrions être en mesure de généraliser l'usage de ce test dès 2003. Non seulement nous pourrions alors mesurer les compétences des gens en général à l'égard de la lecture et de l'écriture, mais nous pourrions aussi faire des liens avec le cursus scolaire, le niveau d'éducation, l'environnement, les parents, etc. et ainsi mieux comprendre le phénomène», explique Hervé Fernandez.

Cependant, insiste le secrétaire général, pas question pour le moment d'établir des objectifs quantitatifs quant à la diminution de l'illettrisme.

«Avant de parler en chiffres, nous devons faire en sorte d'avoir le portrait le plus exact possible de la situation, que les gens soient informés et que les actions soient véritablement mieux coordonnées sur le plan territorial et local. À moyen terme, nous arriverons à établir des objectifs chiffrables. Nous travaillons déjà à l'élaboration d'indicateurs de mesure, mais il y a encore beaucoup de travail qualitatif à faire auparavant. Il ne faut pas oublier qu'il y a à peine un an, les 150 services ou ressources du secteur avaient tous des discours différents.»

Une entrevue avec Philippe Meunier

Les publicitaires mettent leur talent au service des causes humanitaires

Diesel Marketing a produit la campagne de la Fondation

«Pour la Fondation québécoise pour l'alphabétisation, nous avons conçu un message très simple, mais noir. Il faut toujours qu'il y ait un parti pris sur les plans de la communication et de la direction artistique. Sinon, on ne touche pas le cœur. C'est inefficace.» Philippe Meunier est publicitaire. Sa campagne pour lutter contre l'analphabétisme lui a valu cette année un Coq d'or.

CLAIRE HARVEY

Au volant de sa voiture, un homme cherche une sortie sur le boulevard Métropolitain. Mais il ne voit que la flèche sur les panneaux de signalisation routière. À la fin de la publicité en noir et blanc, il est stationné en bordure du boulevard. En quelques secondes, les téléspectateurs ont compris le désarroi que les analphabètes ressentent.

Cette annonce fait partie de la campagne publicitaire conçue par Diesel Marketing pour la Fonda-

tion québécoise de l'alphabétisation. Le 30 mai dernier, cette campagne a gagné un Coq d'or, catégorie grande cause humanitaire, ainsi qu'un Coq de bronze, catégorie affichage intérieur, lors de la 43^e édition du concours de création publicitaire du Publicité Club de Montréal. Une bonne campagne publicitaire, certes. Mais, aussi, un geste à portée sociale: Diesel Marketing a travaillé gratuitement sur le projet.

Philippe Meunier, vice-président à la création chez Diesel, explique

que l'implication sociale a toujours fait partie de la culture de l'agence montréalaise. «Lorsque nous avons créé Diesel, en 1993, nos employés donnaient une journée de bénévolat par mois. Au fil des ans, nous avons plutôt décidé de mettre notre talent au service des causes qui nous touchent.» Ainsi, il y a cinq ans, la firme s'est intéressée au Comité des personnes atteintes du VIH, puis, au printemps 2001, à la Fondation québécoise de l'alphabétisation.

Des organismes qui, poursuit Philippe Meunier, ont bien besoin d'un coup de pouce. «Comme ils ont peu de budget, les communications arrivent souvent au second rang. Par conséquent, ils ont de la difficulté à joindre le grand public.» Il souligne que le problème est encore plus important lorsqu'on défend la cause des analphabètes. «Ceux-ci sont souvent victimes de préjugés. Les gens ont l'impression que c'est de leur faute s'ils ne savent pas lire ni écrire. Ils ne sont pas portés à faire des dons à la Fondation. La cause est facilement mise de côté.»

Attirer l'attention

La première chose que l'agence montréalaise a cherché à faire, ajoute Philippe Meunier, c'est de sensibiliser la population à l'analphabétisme. «Pour fonctionner, une cause comme celle-là doit être capable de s'attirer un capital de sympathie, dit-il. Par exemple, dans les années 80, le capital de sympathie a augmenté beaucoup autour de la cause du sida lorsque les artistes se sont impliqués. Or, au cours des dernières années, ce capital a diminué rapidement parce qu'il n'y a plus d'efforts qui se font autour de la cause. Aujourd'hui, les gens ont l'impression qu'on ne meurt plus du sida.»

Et comment incite-t-on les gens à soutenir ces causes? «En faisant appel à la tête, au cœur et aux jambes, explique le publicitaire. Dans la plupart des causes sociales, on souhaite amener les gens à faire un don. C'est ce que j'appelle faire avancer les jambes. Mais les gens ne réagiront pas s'ils n'ont pas de raison logique de le faire. Le rôle d'une agence de publicité, c'est de préparer le terrain, c'est-à-dire de toucher le cœur. Parallèlement, le personnel de la Fondation s'adresse à la tête, par exemple en divulguant les résultats de dernières études portant sur l'analphabétisme.»

Frapper l'imaginaire

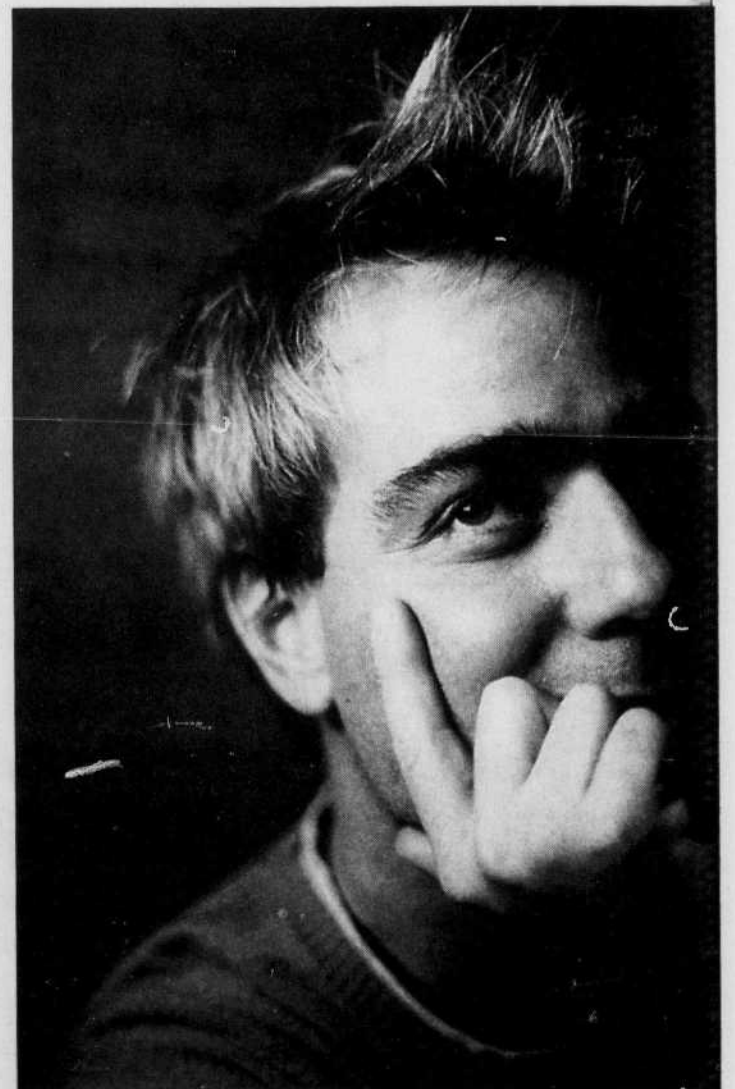
L'exercice n'est pas simple. Selon Philippe Meunier, les agences ont peu de temps pour capter l'attention du téléspectateur. «Ça se joue très rapidement. Nous avons trois secondes pour dire aux gens "regardez, il y a une cause ici". Pour ne pas rater son coup, il faut choquer. La publicité risque peut-être de blesser des analphabètes ou certains commanditaires de la Fondation, mais ce n'est pas à eux qu'elle s'adresse. Moi, je veux toucher les personnes qui s'en fichent. Pour aller les chercher, il ne faut pas avoir peur de frapper fort.»

À cette fin, précise Philippe Meunier, le message doit être soit noir, soit blanc, mais surtout pas gris. «Pour la Fondation, nous avons conçu un message très simple, mais noir. Il faut toujours qu'il y ait un parti pris sur les plans de la communication et de la direction artistique. Sinon, on ne touche pas le cœur. C'est inefficace.» Pour frapper l'imaginaire, la campagne publicitaire est conçue de façon que les téléspectateurs puissent se mettre dans la peau des analphabètes. «Nous avons pris le problème à la base en montrant comment les analphabètes voient la vie.»

Et ce n'est pas jojo. En utilisant efficacement «la page blanche», l'agence a mis en lumière les difficultés que les analphabètes éprouvent tous les jours. Outre la publicité décrite au préalable, il y a deux annonces mettant respectivement en scène une femme qui ne voit que des affiches blanches lors d'une manifestation et un homme qui ne voit que la ligne où apposer sa signature dans un contrat de prêt. En plus de M. Meunier, Philippe Comeau, concepteur-rédacteur, et Daniel Andréani, directeur artistique, ont travaillé à la conception de la campagne publicitaire.

Poursuivre le travail

L'absence de texte est ainsi devenue la marque de la Fondation québécoise de l'alphabétisation. Le travail n'est pas terminé pour autant. Ainsi, cette année, Diesel créera une affiche sur fond noir comportant des phylactères où il n'y aura pas de texte, seulement la ponctuation. Diesel cherche ainsi à renforcer l'effet du premier message. «Les gens sont très



Philippe Meunier, vice-président à la création chez Diesel, explique que l'implication sociale a toujours fait partie de la culture de l'agence montréalaise.

exposés à la publicité, dit Philippe Meunier. Parmi les centaines d'annonces qu'ils voient dans une journée, ils n'en retiendront que quelques-unes. D'où l'importance de répéter et de dire toujours la même chose.» Une règle qui, selon Philippe Meunier, devrait aussi être observée par le personnel de la Fondation et les organismes qui gravitent autour. «Afin d'aider la cause, les organismes doivent toujours diffuser le même message. Sinon, ils vont diluer l'impact de leurs efforts communs.»

Enfin, que retire Diesel de cette expérience? «Bien sûr, c'est beaucoup de travail, répond Philippe Meunier. Il faut faire en sorte que ça coûte le moins cher possible. Après avoir conçu la campagne, nous avons dû demander au photographe, aux gens de maison de production et à ceux du studio de donner leur temps et concilier les horaires de tout le monde. Ça prend du temps pour réaliser un tel projet. En revanche, ça nous permet de faire bouger les choses et d'effectuer de la recherche expérimentale sur le plan visuel.» Ainsi, tout le monde y trouve son compte.



Affiche conçue par Diesel Marketing pour la Fondation québécoise de l'alphabétisation.

ALPHABÉTISATION

Aide internationale

Jours de Sabak en Afghanistan

L'UNICEF et la rentrée des classes pour 1,7 million de jeunes Afghans

En collaboration avec le ministère de l'Éducation afghan, l'UNICEF mène actuellement la plus grande opération logistique de son histoire dans le secteur éducatif. Le défi est de taille: donner aux enfants d'un pays dévasté par 20 années de guerre une éducation qui soit source d'amélioration sociale et économique.

DENIS LORD

Comme un peu partout dans le monde, c'était, il y a quelques jours, le retour en classe pour les jeunes Afghans. Mais le contexte est éminemment singulier: l'invasion russe, le régime des talibans puis l'invasion américaine, voilà 20 années de guerre qui ont saigné le pays. Dans une patrie où l'eau potable manque souvent, où les routes sont inexistantes, où grand nombre d'enfants souffrent de traumatismes psychosociaux, de pauvreté, le Sabak («reprise de l'apprentissage», dans plusieurs langues afghanes) s'avère une tâche d'une ampleur considérable.

Une mobilisation réussie

En mars dernier, l'UNICEF amorçait sa campagne «Rentrée des classes» en Afghanistan. Six mille tonnes de matériel ont été expédiées dans le pays, dont six millions de manuels scolaires et 400 «écoles en boîte». L'organisme visait le retour à l'école de 1,7 million d'enfants au primaire alors que la population de cet âge scolaire est évaluée à 5,34 millions.

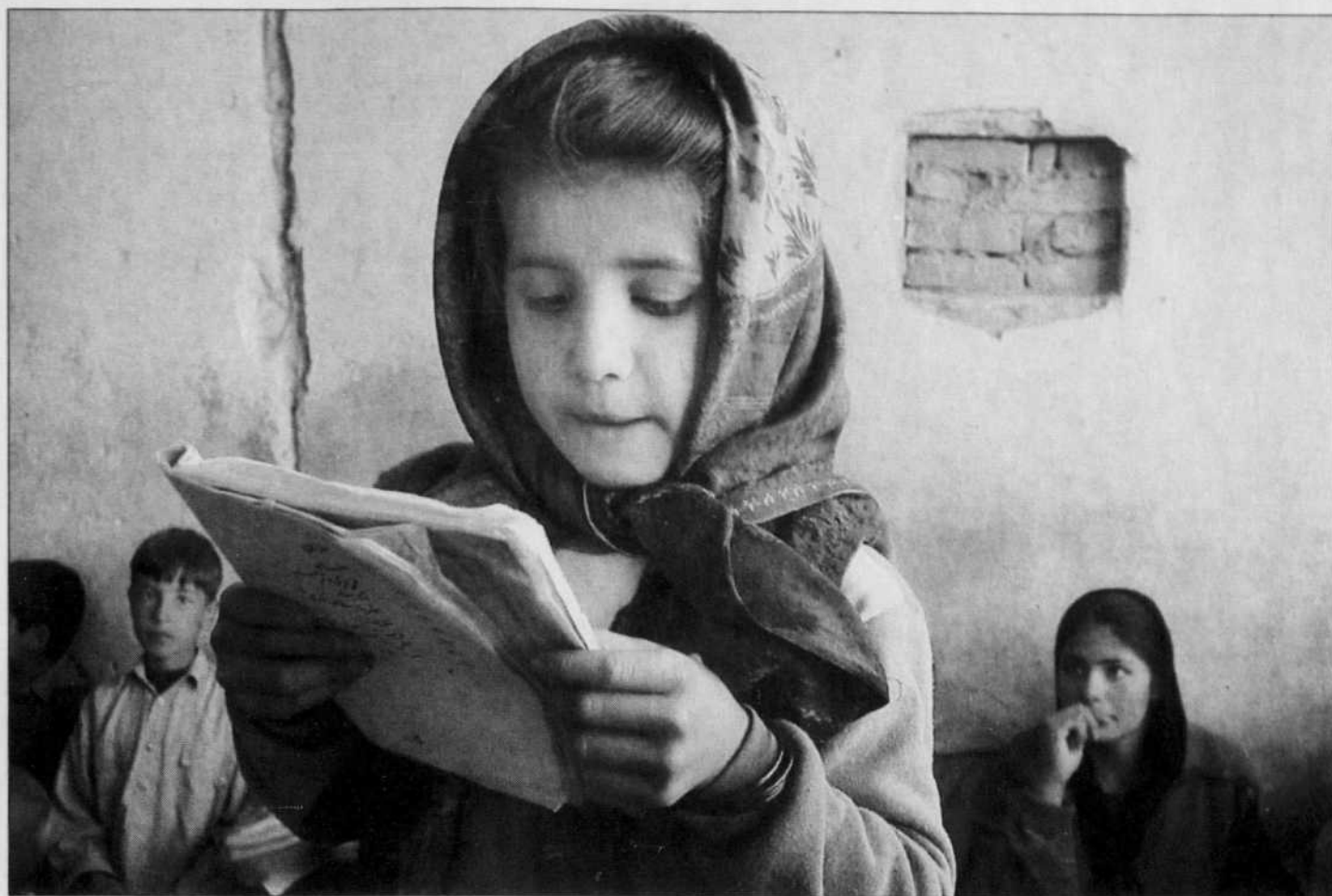
Conseiller spécial pour l'UNICEF-Québec pour l'ensemble des dossiers, Robert Lussier fait le bilan de l'opération: «Si on tient compte du contexte, je suis impressionné par le succès de la mobilisation en faveur du programme d'urgence, que ce soit du côté des pays donateurs, des ONG ou du pays-hôte. Ça donne à rêver sur les résultats qu'on pourrait obtenir ailleurs, par exemple dans le traitement du sida en Afrique.» Sur le plan local, la mobilisation a été générale: le ministère de l'Éducation s'est bien sûr impliqué, entre autres dans la concep-

tion du programme d'alphabétisation d'urgence, mais aussi des fonctionnaires du nouveau gouvernement, les imams, les leaders de la communauté.

L'UNICEF a collaboré avec la BBC pour diffuser dans les langues locales des messages incitant les parents à inscrire leurs enfants à l'école. Ces messages ont aussi été diffusés dans les camps de réfugiés au Pakistan et en Iran; ils ont été repris par Radio-Kaboul qui a, de surcroît, développé ses propres messages. «Les enfants eux-mêmes ont joué un rôle dans le processus», affirme M. Lussier. À Mazar-e-Sharif, ils ont fait du théâtre de rue et organisé des rencontres avec les parents; à Herat, naguère considérée comme la capitale du savoir d'Asie centrale, ils ont peint des murales pour inciter au retour à l'école.

Des résultats encourageants

Une évaluation du travail accompli depuis mars dernier, date marquant pour les Afghans le début du Nouvel An, sera complétée d'ici peu. Les statistiques recueillies jusqu'à maintenant donnent de l'espoir. Dans 20 provinces afghanes, ce qui constitue environ les deux tiers du pays, 1,25 million d'enfants sont inscrits à l'école primaire, ce qui représente une augmentation de 60 % depuis mars dernier. Là où le résultat est sans doute le plus spectaculaire, c'est du côté de la population féminine. Bien que plusieurs femmes aient enseigné clandestinement, sous le joug des talibans, on considère que 96 % des Afghanes sont analphabètes, n'ayant pas eu accès à l'éducation ou se l'étant fait interdire. Aujourd'hui, 30 % de la population féminine d'âge scolaire fréquente l'école dans ces 20 pro-



Bien que plusieurs femmes aient enseigné clandestinement sous le joug des talibans, on considère que 96 % des Afghanes sont analphabètes, n'ayant pas eu accès à l'éducation ou se l'étant fait interdire.

vinces, où 36 % des enseignants recrutés sont de sexe féminin. Un travail considérable a été accompli pour former de nouveaux professeurs et recycler les anciens.

Pour Robert Lussier, ces chiffres sont plus qu'encourageants, compte tenu du manque d'installations sanitaires, des routes non carrossables, des problèmes de sécurité: «Les cours se donnent souvent sous la tente, dans des édifices abandonnés qui n'ont ni toit ni fenêtres, où il n'y a pas même de chaises. Il faudra plusieurs années pour mettre en place une in-

frastructure normale, élaborer un véritable programme d'études et former plus adéquatement les enseignants. À l'échelle nationale, il nous faudrait 60 000 professeurs de plus et il faut tenir compte des personnes déplacées, des réfugiés en Iran et au Pakistan.»

La seconde phase du programme «Rentrée des classes» de l'UNESCO vise la mise en place d'écoles secondaires, la production et la diffusion de nouveaux matériels d'apprentissage dont le but est de préserver l'intérêt des enfants pour l'éducation. Le travail de mobi-

lisation se poursuit, tout comme la réhabilitation et la construction d'écoles, la mise en place d'infrastructures sanitaires pour les garçons et les filles. En septembre, 7000 «écoles en boîte» seront distribuées à 400 000 élèves et enseignants. Tout cela coûte évidemment beaucoup de sous. «En mars dernier, précise M. Lussier, nous estimions les coûts du programme de rentrée scolaire à 47 millions \$US, une somme qui a récemment été réévaluée à 57 millions \$US. Trente-trois millions ayant été amassés à ce

jour, il nous manque donc 24 millions pour rencontrer nos objectifs.»

M. Lussier présume que dans certaines provinces, l'éducation des femmes fait face à une certaine résistance: «On ne change pas les mentalités du jour au lendemain. Mais les gens ont fait confiance, ils ont compris que les temps ont changé, qu'il y a de nouvelles opportunités. L'éducation des enfants d'aujourd'hui a un impact social et économique, elle aura aussi un impact sur la qualité de vie des prochaines générations.»

219 CENTRES D'ÉDUCATION DES ADULTES

Au Québec, un adulte sur cinq possède moins de 9 ans de scolarité.

IL Y EN A SÛREMENT UN PRÈS DE VOUS... !

Certains d'entre eux ont de la difficulté à lire, à écrire et à compter. Pour ces personnes, le quotidien représente une véritable course à obstacles.

Les centres d'éducation des adultes du réseau des commissions scolaires offrent des services d'alphabétisation et de formation de base dans toutes les régions du Québec.

Vous connaissez une personne qui éprouve ces difficultés ? Aidez-là à franchir ces obstacles en la référant dans un centre d'éducation des adultes de votre région.

Il y en a sûrement un près de chez vous !

La formation de base, ça nous concerne tous !

La formation de base dans les centres d'éducation des adultes...

Une approche souple et intégrée
Des services diversifiés et adaptés
Des lieux de formation variés et accessibles
Des professionnels qualifiés et passionnés !

Pour plus de renseignements, communiquez avec la TRÉAQFP au
1 800.463.3311

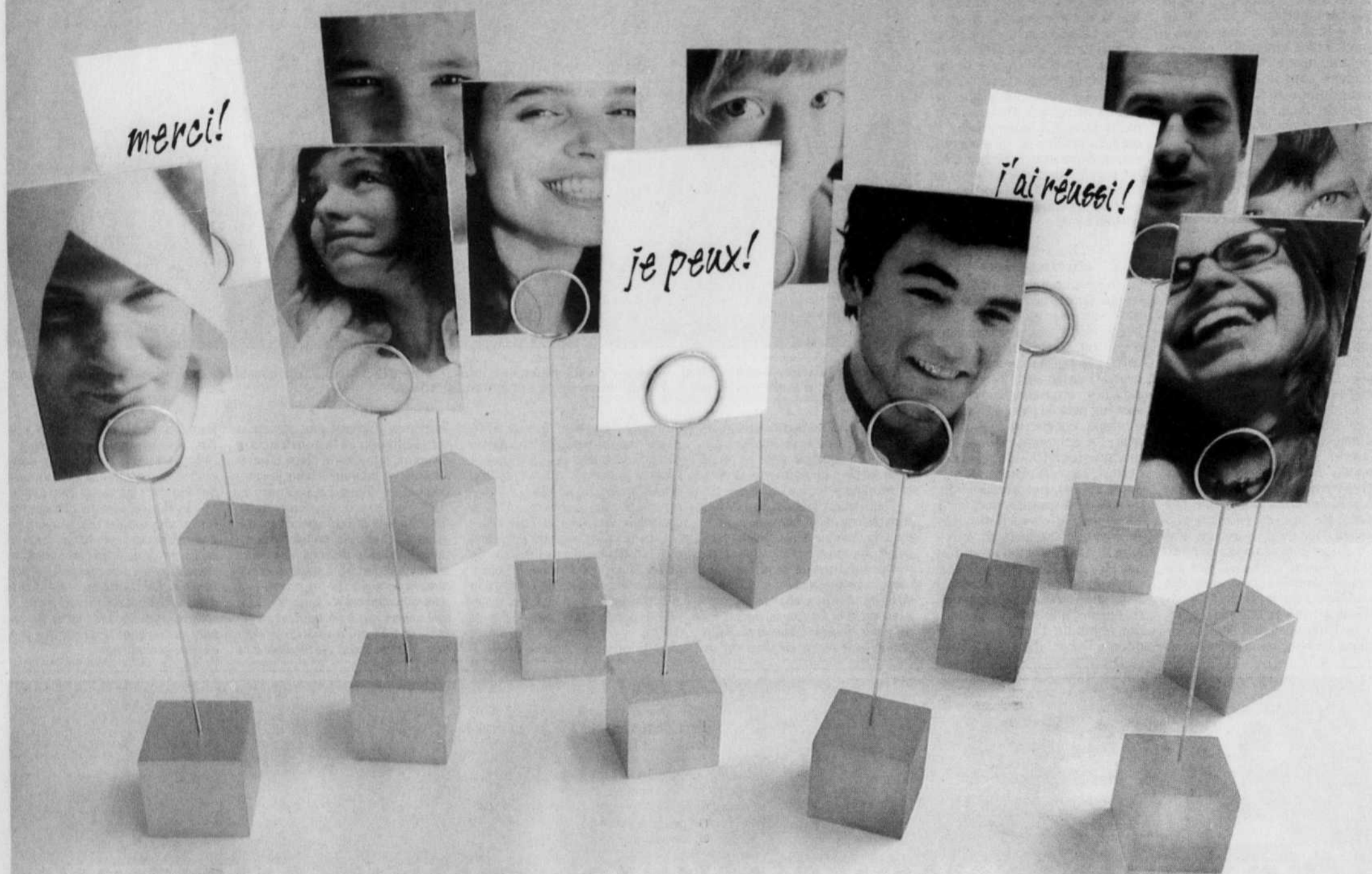
1001, avenue Bégon, C.P. 490, Sainte-Foy (Québec) G1V 4C7

TRÉAQFP

La table des responsables de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle des commissions scolaires du Québec



La Fédération des commissions scolaires du Québec



Au plaisir de vous lire...

Domtar est fière de soutenir la Fondation québécoise de l'alphabétisation.


Domtar